

(braillecellen II)

President: M. Durieux;
Raadsheren: Mme. Garban en Mme. Pascal.

Vervolg op het hiervóór gepubliceerde vonnis van Pres. Rb. s-Gravenhage 17 augustus 1992.

Verzet tegen tenuitvoerlegging van het daar gegeven grensoverschrijdend verbod bij de Franse rechter. Door de Président du Tribunal de Grande Instance te Parijs op 15 september 1992 is het verzet ongegrond verklaard. Beroep daartegen bij het Cour d'Appel.

Art. 38 E.E.G.-Executieverdrag (E.E.X.).

Het gerecht dat oordeelt over het verzet tegen tenuitvoerlegging van een in een andere Lid-staat gegeven beslissing kan in zijn beslissing slechts gronden in overweging nemen die de opposante niet bij de rechter in de Staat van herkomst naar voren heeft kunnen brengen. Enkel 'redelijke twijfel' is niet voldoende om, hangende hoger beroep in de Staat van herkomst, de beslissing tot exequaturverlening aan te houden.

Artt. 24, 27, 29 en 34 E.E.X..

Geen strijd met de Franse openbare orde doordat de Nederlandse rechter een bewijslastomkering zou hebben toegepast. Door wederomkering van de bewijslast te verlangen, tracht opposante een beoordeling van de juistheid van de in den vreemde gegeven beslissing te verkrijgen, wat artikelen 29 en 34 E.E.X. verbieden.

Artikel 27 E.E.X. is niet bedoeld om de executierechter een waardering van de verenigbaarheid [in concreto] van de buitenlandse beslissing met de openbare orde van zijn land te doen uitspreken, maar om na te gaan of het gaat om erkenning van een beslissing van een zodanige soort dat zij in strijd kan komen met deze openbare orde. Buiten de toetsing van de behoorlijkheid van de dagvaardingstermijn [art. 27 sub 2] laat art. 27 geen toetsing toe van de buitenlandse procedure aan de openbare orde van de aangezochte Staat, ook niet op het punt dat in Frankrijk een beslissing als deze [een Nederlandse uitspraak in kort geding], in Frankrijk niet 'en référé' gegeven zou kunnen worden.)

S.A. Eurosensory te Parijs, Frankrijk, appellante,
advocaat Mr Legrand,

tegen

1. F.J. Tieman B.V., en

2. Blind Equipment Europe B.V., beiden te Rockanje,
gemeente Westvoorne, geïntimeerden, advocaat Mr
Cocchiello.

Par jugement en forme de référé en date du 17 août 1992, le Président du tribunal de LA HAYE, dans deux procédures opposant les sociétés F.J. TIEMAN B.V. et BLIND EQUIPEMENT EUROPE B.V. (BEE) aux sociétés KGS Corporation et EUROSENSORY, a notamment

- interdit sous peine d'astreinte à KGS de proposer ou de livrer à un tiers quelconque (y compris EUROSENSORY) dans tous les pays du monde, à l'exclusion du Japon, des cellules brailles, visées dans le "basic agreement" du 28 septembre 1991,

- interdit sous peine d'astreinte à la société EUROSENSORY d'enfreindre le BE 237090 dans les pays qui y sont indiqués,

- ordonné à KGS de respecter immédiatement, sous peine d'astreinte, la convention du 12 décembre 1991,

- déclaré ces décisions exécutoires par provision.

Ces décisions ont été frappées d'appel devant la juridiction hollandaise.

¹⁾ Zie de noot aan het slot van het arrest. blz. 396:
Red.

Par ordonnance du 15 septembre 1992, le Président du tribunal de grande instance de Paris a, par application des articles 27 et 28 des Conventions communautaires de Bruxelles du 27 septembre 1968 et de Luxembourg du 9 octobre 1978 [E.E.X.; *Red.*], déclaré exécutoire en France la décision du Président du tribunal de LA HAYE en date du 17 août 1992.

La société EUROSENSORY a formé contre cette ordonnance le recours prévu à l'article 36 de la Convention de Bruxelles. A titre principal, elle demande à la Cour de surseoir à statuer sur son recours, en application de l'article 38 de la Convention, jusqu'au prononcé de l'arrêt à intervenir de la Cour d'appel de LA HAYE. Elle soutient qu'il existe un doute raisonnable sur le sort final de son appel dans la mesure où la société KGS possédait un art antérieur, où cette société se réserve de revendiquer la propriété du brevet BE 237090 devant la juridiction hollandaise et où la contrefaçon alléguée par la société TIEMAN n'est pas établie. Elle ajoute qu'il n'est pas possible, en droit français, d'obtenir une mesure d'interdiction provisoire par la voie d'une procédure de référé et soutient que la décision du juge étranger est, en conséquence, contraire à l'ordre public français. Elle prétend n'avoir pu faire valoir tous ses moyens de défense devant la juridiction néerlandaise, le juge ayant inversé la charge de la preuve et indique que la société KGS a introduit une action en revendication de la propriété du brevet, le 27 mai 1993. Subsidiairement, elle demande à la Cour de subordonner l'exécution de l'ordonnance du Président du tribunal de grande instance de Paris à la constitution par les sociétés intimées d'une garantie de dix millions de francs.

Les sociétés TIEMAN et BEE demandent la confirmation de l'ordonnance entreprise et la condamnation de la société EUROSENSORY à leur payer une somme de 20000 francs au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile. Elles s'opposent à tout sursis à statuer sur le recours au motif qu'un tel sursis n'est possible que si sont invoqués des moyens que la partie qui a introduit le recours n'était pas en mesure de faire valoir devant le juge de l'état d'origine. Elles soutiennent que l'appelante ne fait que reprendre des moyens qui ont été écartés par le juge hollandais et que la société EUROSENSORY ne peut se prévaloir de l'action en revendication de la propriété du brevet, engagée par la société KGS, dans la mesure où la mise en oeuvre d'une telle action avait été suggérée par le juge étranger lui-même dans sa décision. Elles précisent que l'exequatur de la décision étrangère ne peut être refusé que si la reconnaissance d'une telle décision est contraire à l'ordre public de l'Etat requis, que les règles gouvernant la procédure de référé en matière de brevets ont été conçues dans l'intérêt du titulaire du brevet et non dans celui du contrefacteur. Elles rappellent que la révision au fond de la décision étrangère est interdite au juge de l'exécution. Elles s'opposent à toute constitution de garantie. (...)

Sur le sursis à statuer:

Considérant qu'aux termes de l'article 38 de la Convention de Bruxelles "la juridiction saisie du recours peut, à la requête de la partie qui l'a formé, surseoir à statuer si la décision étrangère fait, dans l'Etat d'origine, l'objet d'un recours ordinaire ou si le délai pour le former n'est pas expiré": considérant que la juridiction saisie du recours formé contre l'autorisation d'exécution d'une décision rendue dans un autre Etat contractant ne peut prendre en considération, dans sa décision relative à une demande de sursis à statuer, que des moyens que la partie qui a introduit le recours n'était pas en mesure de faire valoir devant le juge de l'Etat d'origine; qu'en conséquence, un doute raisonnable sur l'issue du recours ordinaire formé dans l'Etat d'origine ne suffit pas à justifier un tel sursis;

Considérant, en l'espèce, que la société EURO-

SENSORY invoque l'art antérieur possédé par la société KGS, le doute sur la validité du brevet déposé par la société TIEMAN, l'absence de preuve de la contrefaçon, le dépôt par la société KGS d'un nouveau brevet relatif aux cellules brailles ainsi que l'introduction, aux Pays-Bas, d'une action en revendication de la propriété du brevet BE 0237090: mais considérant que ces moyens ont déjà été soulevés devant le juge étranger qui y a répondu dans son jugement, particulièrement aux points 5.9, 5.10 et 5.11: que l'introduction, postérieurement au jugement du 17 août 1992, d'une action en revendication de la propriété du brevet par la société KGS ne peut être considérée comme un élément nouveau du débat, dans la mesure où cette société avait reconnu, au cours de la procédure suivie aux Pays-Bas, que le brevet était la propriété de la société TIEMAN et où l'action, suggérée par le juge étranger, n'a, à ce jour, pas été couronnée de succès:

Considérant, dès lors, que l'appelante ne soulève pas de moyens nouveaux, qu'elle a été dans l'impossibilité de soumettre au juge de l'Etat d'origine, justifiant un sursis à statuer:

Sur l'exécution en France de la décision étrangère:

Considérant que l'appelante, sans contester que les autres conditions exigées pour la reconnaissance et l'exécution des décisions prévues aux articles 27, 46 et 47 de la Convention de Bruxelles sont réunies, soutient que la reconnaissance et l'exécution du jugement du 17 août 1992 sont contraires à l'ordre public français dans la mesure où d'une part le droit français ne permet pas la condamnation pour contrefaçon et l'interdiction provisoire par la voie d'une procédure de référé et où d'autre part le juge étranger a inversé la charge de la preuve:

Mais considérant que, par le biais d'un éventuel renversement de la charge de la preuve, la société EUROSENSORY cherche à obtenir une révision au fond de la décision étrangère, interdite par les articles 29 et 34 de la Convention:

Considérant, par ailleurs, qu'il n'entre pas dans le rôle du juge saisi d'émettre une appréciation quant à la compatibilité de la décision étrangère avec l'ordre public de son pays mais de vérifier si la reconnaissance de cette décision est de nature à porter atteinte à cet ordre public: considérant en particulier que, en dehors de la vérification de la loyauté de l'assignation, l'article 27 de la Convention n'autorise pas le juge à contrôler la procédure étrangère au regard de l'ordre public de l'Etat requis: que, par suite, l'appelante ne peut se prévaloir du fait que, en droit français, une mesure d'interdiction n'aurait pu être prononcée au terme d'une procédure de référé:

Considérant, en conséquence, que l'ordonnance déferée doit être confirmée sans qu'il soit nécessaire de subordonner l'exécution à la constitution d'une garantie par les deux sociétés de droit néerlandais, une telle mesure n'étant pas justifiée:

Considérant que l'équité et les conditions économiques commandent de faire application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile au profit des sociétés TIEMAN et BEE:

Par ces motifs,

- Dit n'y avoir lieu à sursis à statuer.
- Confirme l'ordonnance déferée.
- Rejette la demande de constitution de garantie formulée par la société EUROSENSORY.
- Condamne la société EUROSENSORY à payer aux sociétés TIEMAN et BEE une somme de quinze mille francs au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile,
- Condamne la société EUROSENSORY aux dépens.

¹⁾ Tenuitvoerlegging in Frankrijk van een in kort geding in Nederland uitgesproken grensoverschrijdend

verbod van octrooibreuk.

1. Bovenstaand Frans arrest is voor zover bekend de eerste zaak waarin het door de Hoge Raad (in het *Dieselaggregaten*-arrest van 24 november 1989, *B.I.E.* 1991, p. 86 met artikel Brinkhof op p. 66, *NJ* 1992, 404 m.nt. D.W.F. V.) zo ruimhartig toegelaten grensoverschrijdend verbod in intellectuele eigendoms-zaken door een buitenlandse executierechter is getoetst. Het hiervoor afgedrukte vonnis van wijlen Mr Van den Hul heeft deze toetsing glansrijk doorstaan.

2. Dat de Franse rechter de gestelde bezwaren van strijd met de Franse openbare orde zonder veel moeite terzijde schuift, lijkt wellicht minder in de Franse als wel in de door het E.E.X. bedoelde Europese cultuur te passen. Het hof stelt zich Europees op! Dat zien we ook bij de door het hof ook overigens gegeven restrictieve uitleg aan de exequaturweigeringsgronden van art. 27 E.E.X., en aan de allerminst benepen uitleg dat het geeft aan art. 29 en art. 34 lid 4 (verbod van onderzoek van de juistheid van de buitenlandse beslissing). In dezelfde lijn wenst de Franse rechter zeer restrictief gebruik te maken van de bevoegdheid ex art. 38 E.E.X. om hangende appel in het oorsprongland (Den Haag dus) zijn beslissing over het verzet tegen de executie aan te houden: niét als er geen argumenten zijn die niet al eerder bij de buitenlandse rechter naar voren hadden kunnen worden gebracht.

3. In deze zaak is overigens niet aan de orde gesteld de vraag of art. 24 E.E.X. wellicht een exclusieve bevoegdheid voor de juge en référé (kort-geding-rechter) als lokale rechter van de plaats van inbreuk zou meebrengen, waarmee de bevoegdheid van de Haagse collega zou zijn uitgesloten (Vgl. Strikwerda, *Inleiding tot het Nederlandse IPR*, 2e druk Groningen 1990, nr 257). Kennelijk omdat in octrooi-inbreukzaken een bevoegdheid voor de Franse 'juge en référé' er helemaal niet was. Het ontbreken daarvan werd in deze zaak juist gehanteerd als een openbare-orde-argument tegen erkenning van het Nederlandse kort-geding-vonnis. Dit argument werd als gezegd echter verworpen, en zou ook moeilijk verdragen met art. 27 sub 2. Bij gebreke aan de mogelijkheid van voorlopige maatregelen ten deze in Frankrijk zelf, moest in deze zaak overeenkomstig art. 24 een beroep op de Haagse kort-geding-rechter openstaan, uitgaande van diens territoriale bevoegdheid overigens (art. 5 sub 3°). Dit laatste was niet (c.q. in Den Haag onvoldoende) betwist.

4. In dit Parijse arrest ontbreken ook overwegingen over art. 16 lid 4 E.E.X. Volgens die bepaling is, ongeacht de woonplaats, in zaken over de geldigheid van octrooien, merken, modellen en soortgelijke registratie-rechten, uitsluitend de rechter van de betrokken staat bevoegd. In deze zaak was een verbod o.m. voor Frankrijk gevraagd, en was ook de geldigheid van het octrooi ter discussie gesteld. In elk geval in bodemgeschil en in elk geval na definitieve verlening van het (Europese) octrooi zou de voorrang van art. 16 sub 4 aan de orde hebben moeten komen.

De reden dat de vraag in deze (kort-geding-)zaak niet ter discussie werd gesteld, althans onbeantwoord bleef, is vermoedelijk te vinden in het feit dat het ging om een weliswaar *verleend* Europees octrooi, maar een octrooi waarbij te München nog oppositie kon worden gevoerd en ook werd gevoerd. De Nederlandse kort-geding-rechter pleegt dan te toetsen aan de vraag of hij een herroeping van de octrooiverlening te München al dan niet aannemelijk acht (zo ook het vonnis van Mr Van den Hul in rov. 5.10).

De vraag of na de definitieve Europese octrooiverlening en het uiteenvallen daarvan in nationale octrooien, in een kort geding art. 16 sub 4 dan wel art. 24 prevaleert, staat voor zover ik weet nog steeds open.

D.W.F. V.